

Au Rwanda, parler des procès dans les villages pour raviver la mémoire du génocide

Théodore (de) Kerros

La Croix, 17 juillet 2026

Ce vendredi 17 juillet 2026, la justice française tranchera en appel sur l'affaire Rwamucyo, un médecin rwandais accusé de complicité de génocide. Au Rwanda, ce genre de procès restant méconnu, l'ONG de journalistes Pax Press fait de la sensibilisation.



Le médecin rwandais Eugène Rwamucyo avait été condamné en octobre 2024 à vingt-sept ans de prison par la cour d'assises de Paris pour « complicité de génocide » des Tutsis en 1994. Stéphane de Sakutin / AFP

Théodore de Kerros, envoyé spécial à Gi-

shamvu (Rwanda)

Un minibus couvert de poussière se gare sur le parvis de l'église de Nyumba, dans le secteur de Gishamvu, dans le sud du Rwanda. Albert Baudouin, responsable de l'association Pax Press, descend en premier du véhicule. Depuis 2017, cette association de journalistes rwandais mène un travail d'information et organise deux « descentes » sur le terrain à chaque procès de génocidaire présumé jugé à l'étranger. « *Je ne dirais même pas que c'est de la sensibilisation, c'est de l'information de première main,* glisse Albert Baudouin. *De nombreuses victimes ignorent que leurs bourreaux sont jugés ou condamnés.* »

Le 9 juin dernier s'est ouvert le procès en appel d'Eugène Rwamucyo, en France. Ce médecin de Huye (ancienne Butare), est accusé d'avoir ordonné l'enfouissement de dizaines de milliers de Tutsis, mortes ou encore vivantes, dans des fosses communes ici, à Gishamvu, au printemps 1994.

« Recevoir ces informations nous fait du bien »

Une quarantaine de villageois ont répondu à l'appel de l'association. L'un des membres de Pax Press, Gérard Manzi, journaliste spécialisé dans le suivi des affaires judiciaires, rappelle les faits, les chefs d'accusations et les arguments de la défense d'Eugène Rwamucyo. Âgé de 67 ans, le médecin et intellectuel de Butare avait été condamné en octobre 2024 à vingt-sept ans de prison par la cour d'assises de Paris pour « *complicité de génocide* ».

Pour le procès en appel, dont le verdict est attendu ce vendredi 17 juillet, l'accusé maintient sa défense. « *Il se justifie d'un acte humain. L'enfouissement des corps, dit-il, devait servir à protéger la population d'un risque sanitaire* », résume le journaliste rwandais. Dans l'auditoire, Francine Nyiranziza, 47 ans, étouffe un cri. La paysanne de Gishamvu affirme, elle, avoir été jetée vivante dans les fosses communes de Rwamucyo. « *Comment peut-il parler d'humanité, alors qu'il ordonnait de nous enterrer vivants ?*, questionne-t-elle, amère. *S'il venait à dire ça ici, ça nous mettrait dans un tel état que même un vieillard lui sauterait dessus.* »

À la fin de la séance d'information, Béata Mutumwinka, 49 ans, qui se présente elle aussi comme une rescapée des fosses de Gishamvu, ne cache pas son soulagement de savoir que cet artisan présumé du génocide fait face à la justice, à Paris : « *Nous avons perdu espoir. Recevoir ces informations nous fait du bien.* »

« Ces histoires concernent nos parents »

Dans l'auditoire, l'absence de la nouvelle génération est visible. La majorité des présents sont des personnes âgées, pour la plupart rescapées. « *Une autre assemblée, ouverte à tous, a lieu après les verdicts. Mais même là, il n'y a pas beaucoup de jeunes* », admet Albert Baudouin.

Après l'échange, le responsable de Pax Press se dirige vers un groupe de jeunes allongés à l'ombre d'un ficus, à quelques pas du mémorial qui abrite les fosses communes. Connaissent-ils Eugène Rwamucyo ? « *Pas du tout*, concède une jeune fille. *Nous ne sommes pas intéressés par ce sujet, ce sont des histoires qui concernent nos parents.* » Ici, dans ces villages reculés, le génocide reste parfois tabou. « *C'est le constat général*, explique plus tard Albert Baudouin. *Ce sont des jeunes de zone rurale, peu scolarisés. Ils sont occupés à chercher du boulot pour leur survie. Ils ne s'informent pas.* »

Pour le responsable de Pax Press, la transmission aux jeunes de l'information liée au génocide doit passer par une méthodologie adaptée : « *Quand on leur parle des Caterpillar qui sont venus enterrer des personnes vivantes, ou bien d'untel qui a pris un bébé et l'a écrasé contre un mur, ils sont naturellement choqués. Personne n'est préparé à recevoir ces messages.* »

Le président de l'ONG recommande une sensibilisation continue tout au long de l'année, en dehors de la période des commémorations officielles qui s'étend chaque année

au Rwanda entre avril et juillet. Pour l'heure, Albert Baudouin et ses équipes continuent d'informer et d'alerter : « *Une population mal informée de l'histoire de son pays comporte des risques pour l'avenir.* »